

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
42000 Saint-Etienne

Saint-Etienne, le 14/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FEDERAL-MOGUL IGNITION PRODUCTS SAS

Rue Joanny Desage
B.P. 32
42140 CHAZELLES SUR LYON

Références : UID4243-EAR-22-087

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2022 dans l'établissement FEDERAL-MOGUL IGNITION PRODUCTS SAS implanté Rue Joanny Desage B.P. 32 42140 CHAZELLES SUR LYON . L'inspection a été annoncée le 10/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du suivi des actions engagées pour la réduction des flux d'effluents en sortie de la station d'épuration interne, en particulier pour le paramètre nickel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FEDERAL-MOGUL IGNITION PRODUCTS SAS
- Rue Joanny Desage B.P. 32 42140 CHAZELLES SUR LYON
- Code AIOT dans GUN : 0006103318
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La site de Chazelles sur Lyon de la société Federal Mogul Ignition Products est spécialisé dans la production de bougies d'allumage.

Dans le cadre de sa production, le site est équipé d'une ligne de traitement de surfaces permettant un revêtement de nickel.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi des actions engagées suite à la précédente inspection
- Etude technico économique portant sur les rejets aqueux

La précédente visite d'inspection a été réalisée le 20 septembre 2021 et le rapport faisant suite a été adressé à l'exploitant le 4 octobre 2021. Il avait mis en évidence des observations et des non-conformités. Un suivi des actions engagées est réalisé dans le cadre de la présente inspection.

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|---|--|-------------------|
| Rejets aqueux, respect des VLE, nickel, ETE | AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 7 | / | Sans objet |
| Rejets aqueux, respect des VLE, Azote global | AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 7 | / | Sans objet |
| Entretien des installations, décanteur | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22-II | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|--|--|-------------------|
| Rejets aqueux, fréquences d'analyses, pH et débit | AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 11-II | / | Sans objet |
| Rejets aqueux, fréquences d'analyses, Ni | AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 11-III | / | Sans objet |
| Rejets aqueux, fréquences d'analyses | AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 14 | / | Sans objet |
| Rejets aqueux, alarme | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22-II | / | Sans objet |
| Rejets aqueux, tétrachloroéthylène | AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 15 | / | Sans objet |
| Entretien des installations, Soude | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22-II | / | Sans objet |
| Rétention, cuve produit lessiviel usagé | Arrêté Préfectoral du 06/07/2004, article 2 paragraphe 4.8.2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a engagé des actions qui ont permis de réduire les flux de nickel rejetés dans les effluents aqueux. Malgré cela, les rejets restent non-conformes aux valeurs limites d'émissions et des actions complémentaires doivent être engagées.

Les observations et les constats susceptibles de suites relevés dans le présent rapport doivent être pris en compte par l'exploitant et il devra apporter les éléments de réponses nécessaires.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Rejets aqueux, respect des VLE, nickel, ETE

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux |
| <p>Prescription contrôlée : Respect des valeurs limites d'émissions pour le paramètre Ni.</p> <p>Suites données au constat n°1 (non-conformité) de la précédente visite d'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 30/10/21 : Réalisation de la phase 2 de l'ETE - 31/12/21 : Transmission : <ul style="list-style-type: none"> - d'un bilan présentant les actions engagées et les gains obtenus au niveau des rejets, - d'éléments visant à justifier si d'autres contributions vers le milieu récepteur sont présentes (en particulier en Cu, Ni, Zn, cf demande du rapport du 27 mai 2021), - d'une mise à jour du plan d'actions proposé en conclusion de l'ETE, précisant les nouvelles échéances des étapes à venir et permettant de répondre aux phases 3 et 4 de l'ETE ainsi qu'aux demandes du rapport de l'inspection du 27 mai 2021. <p>L'échéance finale de l'ensemble des actions ne devra pas dépasser le 30 juin 2022.</p> <p>30/06/22 : Transmission d'un bilan présentant l'ensemble des actions réalisées (phases 1 à 4 de l'ETE, demandes du rapport de l'inspection du 27 mai 2021) et présentant les gains obtenus au niveau du rejet.</p> <p>Si les résultats sont non-conformes aux valeurs limites d'émissions fixées et/ou non compatibles avec le milieu récepteur (cf proposition d'évolution des valeurs limites d'émissions mentionnées en conclusion du rapport de l'inspection du 27 mai 2021), ce bilan sera accompagné d'un nouveau plan d'actions visant à obtenir la conformité/compatibilité des rejets. Le délai nécessaire pour atteindre cet objectif devra être justifié.</p> <p>Constats : Les résultats des analyses saisis dans Gidaf pour la période juillet-décembre 2021 permettent d'établir les constats suivants pour le paramètre Ni dont la fréquence d'analyse est quotidienne (pour mémoire, les valeurs limites d'émissions fixées sont : [Ni]max : 0,7 mg/l, Flux max journalier : 18 g/j, Flux moyen mensuel max : 2 g/j) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en concentration : une dizaine de dépassements sont constatés sur la période avec une concentration maximale mesurée de 1,37 mg/l en août 2021. Sur la période novembre-décembre, aucun dépassement n'est relevé. - pour ce qui concerne le flux maximal journalier, seuls 4 dépassements constatés (flux max 22 g/j) et aucun en novembre-décembre. - pour ce qui concerne le flux moyen mensuel, il est dépassé pour chacun des 6 mois observés. Une tendance à la baisse est toutefois observée, avec un flux moyen d'environ 11,5 g/j sur juillet-août et 8 g/j sur novembre-décembre. <p>Au cours de la visite, l'exploitant a présenté les actions engagées pour permettre un abattement des rejets en Ni, en lien avec l'étude technico économique déposée en avril 2021. Une présentation a également été transmise à l'inspection par courrier électronique le 3 mars 2022. Les principales actions réalisées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - augmentation du pH de neutralisation de 10 à 10,8 (mai à décembre 2021), phase 1 de l'ETE, - vidange des bacs de rinçage chargés en Ni uniquement les vendredis (arrêt des vidanges aléatoires en semaine) et envoi de ces effluents vers la cuve de reprise des bacs usés acides (en lieu et place de la cuve de reprise des effluents). Ils sont repris ensuite à faible débit pour traitement. Ces opérations visent à lisser les apports de charge au niveau de la station (septembre à novembre 2021), - mise en place d'un égouttage des paniers de nickel pendant 3 à 5 minutes au dessus des bacs avant de les déplacer vers la zone pour les remplir de billes, afin de limiter les écoulements chargés en Ni au-dessus des autres installations de la ligne (septembre 2021), - nettoyage et pompes de boues au niveau de diverses installations (cuves bacs usés acides, cuves de traitement des eaux), (décembre 2021, janvier 2022), - récupération des boues des chaussettes de Ni (septembre 2021, au lieu d'un dépôt dans la cuve de collecte des égouttures), - encadrement des périodicités de vidanges des installations de traitement afin de mieux contrôler l'accumulation des boues (janvier 2022). |

Les graphiques présentés montrent une tendance globale de diminution des flux rejetés sur la période avril 2021 - février 2022.

Les éléments présentés permettent de répondre à la demande du précédent rapport d'inspection visant à présenter les actions engagées et les gains obtenus au niveau des rejets.

Les phases 2 et 3 de l'ETE visant à faire des essais de recyclage des eaux traitées sur le poste de rinçage après dégraissage devraient être mises en œuvre à partir de la deuxième quinzaine de mars et pour une durée de 4 mois. Une réduction d'environ 1/3 du volume des effluents rejetés est espérée. Cette phase de test nécessite un suivi renforcé du bain de Ni (situé en aval du bain de dégraissage) lié au risque d'accumulation de sels.

Non conformité :

Malgré une amélioration, les résultats des analyses en Ni restent non-conformes, en particulier pour le flux moyen mensuel.

En regard des échéances mentionnées au constat n°1 du précédent rapport, l'inspection constate que du retard a été pris en particulier dans la mise en œuvre des phases 2 et 3.

Par ailleurs, l'exploitant n'a toujours pas mené les actions demandées sur l'état du milieu récepteur (impact en Cu, Ni et Zn).

Au vu des éléments présentés et des actions engagées, l'inspection tolère que des délais supplémentaires soient accordés en regard de ceux mentionnés au constat n°1 du précédent rapport d'inspection, tels que mentionnés en observation ci-après.

Observations : Afin de justifier des actions engagées pour lever la non-conformité des rejets en Ni, il est demandé à l'exploitant de fournir :

Avant le 30/09/2022 :

- des éléments visant à justifier si d'autres contributions vers le milieu récepteur sont présentes (en particulier en Cu, Ni, Zn, cf demande du rapport du 27 mai 2021),
- un bilan de la phase d'essai du recyclage des eaux traitées sur le poste de rinçage après dégraissage (évolution des volumes rejetés, de la concentration et du flux de Ni dans les effluent, de la consommation en eau),
- une mise à jour du plan d'action de l'ETE et positionnement de l'exploitant sur la réalisation de la phase 4,

Avant le 31/12/2022 :

- un bilan global des actions réalisées présentant les gains obtenus au niveau des rejets. Si les résultats sont toujours non-conformes aux valeurs limites d'émissions fixées et/ou non compatibles avec le milieu récepteur (cf proposition d'évolution des valeurs limites d'émissions mentionnées en conclusion du rapport de l'inspection du 27 mai 2021), ce bilan sera accompagné d'un nouveau plan d'actions visant à obtenir la conformité/compatibilité des rejets. Le délai nécessaire pour atteindre cet objectif devra être justifié. Des réponses aux questions mentionnées en conclusion du rapport du 27 mai 2021(*) devront être apportées.

(*) : pour le cas des fortes irrégularités des rejets en Ni précédemment constatées, l'inspection considère que les éléments apportés au cours de l'inspection objet du présent rapport permettent de répondre à la demande (améliorations mises en œuvre pour lisser les apports en Ni au niveau de la station d'épuration).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets aqueux, respect des VLE, Azote global

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux |
| Prescription contrôlée : Respect de la valeur limite d'émission en concentration pour le paramètre azote global |
| Constats : Non conformité : Les résultats des 4 analyses trimestrielles réalisées au cours de l'année 2021 montrent un dépassement de la valeur limite d'émission fixée pour le paramètre azote global : - valeur limite d'émission : 50 mg/l - 82,2 mg/l < valeurs mesurées < 111,8 mg/l Sous un délai de 3 mois, l'exploitant fournira ses commentaires sur ces dépassements et précisera les actions envisagées pour éviter qu'ils ne se reproduisent. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Rejets aqueux, fréquences d'analyses, pH et débit

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 11-II |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux |
| Prescription contrôlée : Respect des fréquences d'analyses pour les paramètres pH et débit Suivi du constat n°2 (non-conformité) de la précédente inspection : - 31/12/21 : Justifier de la mise en conformité des équipements. |
| Constats : Le précédent rapport d'inspection avait relevé une non-conformité (constat n°2) pour l'absence de mesures et enregistrements en continu du pH et du débit. Les éléments présentés au cours de la visite, objet du présent rapport, ont permis de constater que les dispositifs nécessaires aux mesures et enregistrements cités étaient présents. Lors de la précédente visite, l'exploitant n'avait pas connaissance de ces dispositifs et il n'avait pas su les présenter. Ils sont depuis pris en compte et les résultats exploités. |
| Observations : Conformément aux dispositions de l'article 44 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019, l'exploitant doit veiller à conserver les résultats des mesures pendant au moins 5 ans. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Rejets aqueux, fréquences d'analyses, Ni

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 11-III |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux |
| Prescription contrôlée : Respect des fréquences d'analyses pour le paramètre Ni Suivi du constat n°3 (non-conformité) de la précédente inspection : - 31/12/21 : Justifier la solution retenue afin de mettre en place une autosurveillance permettant une estimation des niveaux de rejets compatible avec les fréquences imposées. - 31/03/22 : Mise en place de la solution retenue |
| Constats : Depuis la précédente inspection, l'exploitant a acquis un spectrophotomètre pour réaliser lui même les analyses d'autosurveillance et avoir des résultats rapides. Cette autosurveillance sera étendue à d'autres paramètres. Jusqu'à la fin du mois de mars, les échantillons quotidiens continuent d'être envoyés vers un laboratoire extérieur afin d'avoir une inter comparaison des résultats avec le spectrophotomètre. |
| Observations : Au cours de la visite, l'exploitant a évoqué le cas des paramètres Pb, Al et Sn pour lesquels l'arrêté préfectoral prévoit une surveillance selon une fréquence hebdomadaire. Il a indiqué que ces paramètres ne sont pas présents dans les produits mis en œuvre sur le site et absents au niveau des rejets. Il souhaiterait pouvoir alléger la fréquence de surveillance. Conformément aux dispositions du paragraphe 14 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mai 2019, pour que la périodicité de surveillance de ces paramètres puisse être modifiée, l'exploitant doit fournir à l'inspection les éléments permettant d'attester de l'absence ou de la faible émission de ces produits (bilan des résultats d'analyses des rejets sur une période représentative d'au moins 12 mois, éléments d'informations tirés des FDS et/ou des fournisseurs justifiant de l'absence de ces paramètres dans les produits mis en œuvre). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Rejets aqueux, fréquences d'analyses

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 14 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux |
| Prescription contrôlée : Suivi du constat n°4 (observation) de la précédente inspection : 31/12/21 : Veiller à ne pas oublier la surveillance des paramètres soumis à fréquence annuelle |
| Constats : Cette observation n'avait pas lieu d'être (liée à une mauvaise lecture de Gidaf), les paramètres visés avaient déjà fait l'objet d'une analyse en mars 2021. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Rejets aqueux, alarme

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22-II |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux |
| Prescription contrôlée : Suivi du constat n°5 (observation) de la précédente inspection : - Assurer une traçabilité des tests de bon fonctionnement de l'alarme pH. |
| Constats : Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a indiqué avoir bien pris en compte l'observation et a rappelé le protocole mis en place pour tester l'alarme. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Rejets aqueux, tétrachloroéthylène

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/05/2019, article 1 paragraphe 15 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions et dès lors qu'elles sont présentes dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur.</p> <p>Ces dispositions sont également applicables aux émissions de Tétrachloroéthylène, substance visée par un objectif de suppression des émissions à l'échéance 2021 au titre du SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021.</p> |
| <p>Constats : L'exploitant utilise du tétrachloroéthylène pour le dégraissage des pièces avant passage sur la ligne de traitement de surfaces. La machine utilisant ce produit fonctionne en circuit fermé.</p> <p>Après traitement, des traces de produits sont susceptibles d'être présentes sur les pièces et entraînées dans les effluents aqueux au cours des opérations de traitement de surfaces (en particulier lors de premières étapes).</p> <p>Les résultats des concentrations mesurées au cours des 4 dernières analyses de 2021 au niveau du rejet final sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- mars : 12 µg/l- mai : 14 µg/l- septembre : 16 µg/l- novembre : 23 µg/l <p>Ces concentrations sont inférieures à la valeur limite d'émission de 25 µg/l fixée par l'article 33 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019.</p> <p>En considérant :</p> <ul style="list-style-type: none">- le débit moyen mensuel de rejet fixé dans l'arrêté à 35 m3/j,- la concentration moyenne de ces 4 analyses à 16,2 µg/l- le débit d'étiage du milieu récepteur,- la NQE de la substance fixée à 10 µg/l, <p>ce rejet représente 11 % du flux admissible par le milieu récepteur.</p> <p>En application du Sdage Loire Bretagne 2016-2021, un objectif de réduction de 100 % à l'échéance 2021 est fixé pour cette substance, disposition reprise au paragraphe 15 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mai 2019.</p> |
| <p>Observations : L'exploitant doit justifier avoir mis en œuvre les dispositions nécessaires afin d'obtenir la réduction maximale des émissions du tétrachloroéthylène conformément aux dispositions de l'article 1, paragraphe 15 de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2019. Les éléments nécessaires sont transmis à l'inspection des installations classées sous un délai de 6 mois.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Entretien des installations, Soude

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22-II |
| Thème(s) : Risques accidentels, Entretien |
| Prescription contrôlée : Suivi du constat n°6 (observation) de la précédente inspection : - 31/12/21 : Nettoyage de la zone d'entreposage du GRV de soude |
| Constats : Lors de la précédente inspection, une observation avait été relevée pour l'accumulation de sels au niveau d'un GRV de stockage de soude. La visite, objet du présent rapport, a permis de constater qu'aucune action n'a été engagée par l'exploitant. Il a précisé que ce GRV n'est plus utilisé et va le faire enlever. |
| Observations : Conformément aux échanges tenus au cours de la visite, un nettoyage de la zone d'entreposage du GRV de soude et son évacuation sont à réaliser sous un délai de 1 mois. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Entretien des installations, décanteur

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22-II |
| Thème(s) : Risques accidentels, Entretien |
| Prescription contrôlée : Suivi du constat n°6 (observation) de la précédente inspection : - 31/03/22 : Vérification de l'état du décanteur et justifier de son intégrité. |
| Constats : Au cours de la visite objet du présent rapport, il a pu être constaté qu'aucune action n'a été engagée pour la remise en état. De la corrosion et des fuites sont présentes (un sceau en assure la collecte). L'exploitant a indiqué avoir contacté un prestataire pour assurer les réparations nécessaires mais celui-ci n'a pas souhaité intervenir. Les conditions d'intervention sont complexes compte tenu du positionnement de l'ouvrage au sein de la station d'épuration. Non-conformité : Le fond du décanteur est en mauvais état. Sous un délai de 3 mois, l'exploitant doit fournir un plan d'actions visant à sa remise en état, celle-ci devra intervenir sous un délai maximal de 6 mois. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Rétention, cuve produit lessiviel usagé

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2004, article 2 paragraphe 4.8.2 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Rétention |
| Prescription contrôlée : Suivi du constat n°8 (observation) de la précédente inspection : <ul style="list-style-type: none">- 31/12/21 : Justifier de la conception de la partie « double enveloppe » et de la présence d'une détection de fuite. A défaut, mise en conformité des installations.- 31/03/22 : Mettre en place un dispositif de protection contre les chocs correctement dimensionné. |
| Constats : La visite des installations a permis de constater que le dispositif de protection demandé a été réalisé. Également, les explications complémentaires apportées par l'exploitant ont permis de confirmer la conception en double enveloppe. Toutefois, aucun dispositif ne semble présent pour permettre la détection de liquide dans l'intervalle présent entre les deux enveloppes, afin de s'assurer qu'il n'y a pas de fuite au niveau de l'enveloppe primaire. Aucune action n'a été réalisée par l'exploitant pour mettre en place un tel dispositif. |
| Observations : Un dispositif permettant de détecter une éventuelle fuite de l'enveloppe primaire et donc la présence de liquide dans la double enveloppe doit être mis en place sous un délai de 3 mois. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |